

EXTRAIT DU REGISTRE DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX, le VINGT-ET-UN AVRIL à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en Mairie de COURNON-D'AUVERGNE, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Yanik PRIÈRE, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 avril 2026

PRÉSENTS /

M. Yanik **PRIÈRE**, Maire.

Mme Élisabeth **FORESTIER-HUGON** ; M. Hugues **MALINAUD** ; Mme Catherine **COSTE** ; M. Fabrice **CLOUVEL** ; Mme Rénatie **LEPAYSAN** ; M. Eric **GIRARD** ; Mme Audrey **NIERGA** ; M. Frédéric **GENET** ; Mme Halima **LADJEMI** ; *Adjoints au Maire.*

M. Yves **RAMON** ; M. Jean-Noël **HUGON** ; Mme Catherine **MIDROIT** ; M. Jean-Paul **LAPOUGE** ; Mme Maryse **BOSTVIRONNOIS** ; M. Joël **COUZELAS** ; Mme Magdeleine **VIGIER** ; Mme Pascale **FAURE** ; Mme Mélanie **DOMAS** ; Mme Magali **LEROY** ; Mme Isabelle Nora **CONSOLI** ; M. Stéphane **GATIGNOL** ; M. Clément **MARIEN** ; M. Yves **CIOLI** ; M. Bruno **BOURNEL** ; M. François **RAGE** ; M. Philippe **MAITRIAS** ; Mme Géraldine **ALEXANDRE** ; Mme Mina **PERRIN** ; Mme Cynthia **JEULAND** ; *Conseillers Municipaux.*

PROCURATIONS /

M. Bruno **BONNAVE** Conseiller Municipal

(à M. Yves RAMON)

M. Jean-Louis **CLIGNAC** Conseiller Municipal

(à Mme Magdeleine VIGIER)

Mme Blandine **GALLIOT** Conseillère Municipale

(à M. François RAGE)

ABSENT / -

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE / Monsieur Clément MARIEN

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- Rapport N° 26 -

Objet / RESSOURCES HUMAINES : RÉGIME INDEMNITAIRE DES ÉLUS – INDEMNITÉS DE BASE

Rapporteur : Monsieur Yanik PRIÈRE, Maire

Le rapporteur rappelle que conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, codifiées notamment aux articles L.2123-20 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les élus peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire destiné à compenser les frais engagés pour accomplir leurs missions.

Il ajoute que dans la limite des taux maxima, le Conseil Municipal détermine librement le montant des indemnités allouées aux Adjoints et Conseillers Municipaux délégués. Pour ce qui concerne l'indemnité au Maire, celle-ci est, de droit et sans délibération, fixée au taux maximum.

Le rapporteur précise que la somme totale susceptible d'être répartie entre le Maire, les Adjoints et les Conseillers Délégués est constituée du montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints des communes de 20 000 à 49 999 habitants. A titre indicatif, cela représente pour la Ville de Cournon-d'Auvergne, au regard de l'actuelle valeur terminale du point d'indice de la fonction publique, la somme mensuelle de 15 907,71 euros.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé la répartition suivante au regard des missions et responsabilités déléguées, étant précisé que le tableau des indemnités des élus est annexé à la présente délibération :

- | | |
|-------------------------------|---|
| - Maire : | 73,15 % de l'indice brut terminal |
| - 1 ^{er} e Adjoint-e | 28,70 % de l'indice brut terminal |
| - Adjoints : | 25,05 % de l'indice brut terminal |
| - Conseillers Délégués : | 7,78 % / 2,43 % de l'indice brut terminal |

À l'exception du Maire, les indemnités sont versées à compter du jour d'entrée en vigueur de l'arrêté de délégation. Elles seront payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2026 imputation 65311 020.

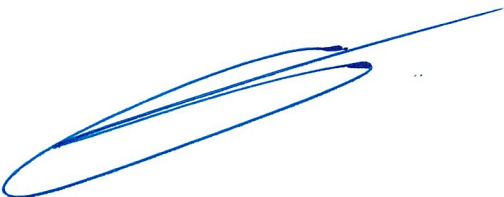
Après délibération et à L'UNANIMITÉ (8 abstentions), le Conseil Municipal :

- **se prononce favorablement** sur l'attribution des indemnités telles qu'exposées ;
- **approuve** la répartition telle qu'elle est exposée ci-dessus.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme, à Cournon-d'Auvergne le 22 avril 2026

Le Secrétaire de séance

Clément MARIEN



Le Maire

Yanik PRIÈRE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale ou par saisie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr